

<http://ugtg.org/spip.php?article1309>



**Luttes et retraites :
Désinformation, provocations
& violences... Face à la
détermination & à la solidarité
des travailleurs en grève, le
gouvernement français recourt
à la « stratégie de la tension**

Date de mise en ligne : lundi 25 octobre 2010

»
Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés

- Actualité -

L'émergence d'un Etat fasciste en France :

Dans l'affrontement capital/travail qui se durcit l'Etat est près à aller très loin pour maintenir la suprématie des forces dominantes. Ou quand La politique de casse des salaires parvient désormais au stade de la "stratégie de la tension" de l'avant-guerre.

Nous mettons en ligne des extraits d'un article du site Arrêt sur images qui a mené une enquête sur une vidéo prise lors de la manifestation du samedi 16 octobre à Paris, et qui s'interroge sur la possible véracité des lourdes accusations portées à l'encontre de policiers.

Suit un Communiqué de la CGT qui dénonce les brutalités et les violences policières et surtout, l'infiltration de policiers porteurs d'autocollants syndicaux dans les cortèges.

Enfin, deux témoignages :

- ▶ **Celui d'un syndicaliste lyonnais qui porte également sur les provocations policières.**
- ▶ **Celui de 5 étudiants en droit de Lyon qui se sont fait parquer place Bellecour, des photos, pratiquement toutes prises par l'un d'eux, une vidéo et des liens vers des informations concordantes**

I/ POLICIERS CASSEURS ? UNE VIDEO FAIT DEBAT SUR LE NET

Enquête le 21/10/2010 par Dan Israel - [Arrêt sur images](#)

Une vidéo de l'agence Reuters prise dans une manifestation parisienne, qui circule sur le Net, pose de nombreuses question sur l'attitude des policiers en civil dans les manifestations. Si aucune preuve n'accuse ces policiers de "casser" eux-mêmes, leur complaisance devant les casseurs attise le débat.

A coups précis, il fracasse la vitrine. Samedi 16 octobre, aux environs de 19 heures sur le boulevard Diderot à Paris, un "casseur", visage masqué, s'en prend méthodiquement à la devanture d'une agence bancaire, poteau en métal à la main. Il est sorti d'un groupe de manifestants masqués pour la plupart, munis de fumigènes, partis de la place de la Nation à la fin de la manifestation officielle contre la réforme des retraites. Comme [le raconte en détail Rue89](#), certains d'entre eux cassent des abribus et quelques vitrines, suivis de près par des policiers.

Devant la banque, un passant tente d'arrêter l'homme qui casse la vitrine, mais se fait frapper dans le dos par un autre homme masqué, qui saute en l'air et lui donne un coup de pied, avant d'éloigner journalistes et manifestants, une matraque à la main. Les images, spectaculaires, ont été mises en ligne sur Youtube par un compte anonyme ("[parisactu](#)"), créé pour l'occasion. Une [première vidéo](#), sans le son, a été postée dès le 16 au soir. [Une seconde](#), avec le son, et enrichie d'un ralenti pour revoir la scène plus calmement, a été postée le lendemain.

La voici, la scène démarre à 22 secondes :

[Policiers casseurs - Retraites : La stratégie de la tension](#)

Uploaded by [UGTG](#) - [Watch the latest news videos.](#)

Après la scène de l'affrontement, assez confuse, la caméra filme la fin du "cortège sauvage", avec des interpellations par des policiers en civil, après que les manifestants ont tenté d'occuper l'opéra Bastille.

La vidéo est rapidement reprise et commentée sur internet. En moins d'une semaine, elle totalise près de 150 000 vues. Et très vite, des soupçons sont formulés, tant dans les forums de Youtube que sur des sites et des blogs : les casseurs filmés par la caméra ne seraient-ils pas des policiers en civil, en pleine action pour dégrader l'image du mouvement ou provoquer les manifestants les plus violents ?

[...]

"Des flics en civil, ça ne fait aucun doute"

Les réactions hostiles n'ont pas tardé. Dans les commentaires de Youtube, d'abord, où des internautes pointent par exemple "les rangers, le bâton, les gestes militaires pour écarter les gens, les coups au vieux faussement donnés pour impressionner, l'escouade de flic en civil qui intervient immédiatement pour exfiltrer les deux types... Ca ne fait presque aucun doute qu'il s'agit de flics en civil."

Et dès le dimanche matin, un très court article posté sur [BellaCiao.org](#), site proche de l'extrême-gauche, s'interroge : *"Une personne casse une vitrine de banque. Une autre personne essaye de l'arrêter mais se prend un coup de pied d'un troisième qui tient apparemment une matraque dans la main. Ensuite la personne qui cassait la vitrine est entouré de ce qui est présenté comme un "anarchiste" (mais qui pourrait tout à fait être bien autre chose...) et se fait exfiltrer pendant que les manifestants leurs lancent des objets dessus. Aurions-nous là une preuve flagrante de manipulation , d'infiltration afin de stigmatiser le mouvement social ?"*

Le scepticisme est aussi largement alimenté par un témoignage, repris de site en site. Il est présenté comme celui de la fille de l'homme aux cheveux blancs qui a tenté d'empêcher le casseur de fracasser la vitrine de la banque. Le témoignage a été posté à l'origine dans les commentaires sous un article de [Rue89](#) qui cite l'altercation devant la banque. Sous la signature "Sophie24Barbes", il met clairement en cause l'attitude des policiers qui encadraient les membres du cortège sauvage : *« Comment ont-ils pu passer ? Comment les CRS ne les ont-ils pas croisés ? Impossible ! Les "casseurs" descendaient la rue le champ libre. Toute la place pour eux. Plus un flic à l'horizon. Ils étaient pourtant loin de se cacher. D'autres "casseurs" ont tenté de calmer la situation. »*

Le témoignage se demande aussi si des policiers n'étaient pas mêlés aux casseurs : après le coup de pied reçu par le père de la jeune femme, *« un homme, la cinquantaine, très calme, habillé d'un imperméable gris m'a pris de côté et m'a dit de me calmer : "C'est une erreur". Non les flics n'étaient pas là, quoique. Qui était cet homme en gris. Pas un anarchiste c'est sûr ! Il avait l'air d'encadrer le groupe. Un flic ? »*

Contactée par @si, la jeune femme, Sophie de Quatrebarbes, confirme avoir envoyé le message : *« J'ai été très choquée de la façon dont les policiers avaient laissé faire les manifestants violents, alors que la manifestation s'était bien passée, de façon très bon enfant. Les casseurs n'ont pas pu ne pas croiser de policiers, ils descendaient le boulevard Diderot alors que des dizaines de cars de police l'avaient remonté à peine quelques minutes avant ! »* C'est « encore sous le coup de la colère », environ deux heures plus tard, que la jeune femme a laissé son témoignage sur Rue89 : *« Je ne voulais pas que les journalistes n'aient qu'une version de ces incidents. Je suis allé sur Liberation.fr, mais j'ai eu l'impression qu'il fallait être abonné pour laisser un message, alors je suis allé voir Rue89, et j'ai constaté qu'ils parlaient déjà de l'événement. Ca m'a confortée. Je me demande toujours s'il n'y a pas eu manipulation pour avoir des images de violence. J'ai fait circuler le témoignage à mes amis, et je l'ai envoyé à*

l'AFP et à un journaliste de Marianne que je connais. »

Bertrand de Quatrebarbes, le père de la jeune femme, qui apparaît dans la vidéo, partage ses doutes. Il raconte à @si : « *Nous étions dans un café avec ma femme et ma fille après la manifestation. Quand j'ai entendu du bruit, je suis sorti et vu le cortège qui approchait avec des pétards et des fumigènes. J'ai vu un homme cagoulé commencer à détruire la vitrine. Je croyais qu'il était jeune et je n'ai pas réfléchi, je suis intervenu. Un lycéen ou un étudiant, même avec une barre de fer, ça ne me fait pas peur. Mais c'était un homme, dans la trentaine, et il a été sidéré de mon intervention.* » Plusieurs points lui "semblent bizarres" : « *Le "ninja" qui m'a frappé dans le dos ne m'a pas fait mal du tout, le coup n'était pas du tout fort. Après, plusieurs personnes se sont mises autour de moi et m'ont donné des coups pas violents du tout, quasiment des faux coups, jusqu'à qu'une voix autoritaire dise "Lâchez-le". C'était l'homme au visage découvert, qui a ensuite parlé à ma femme et ma fille, qui avait la main en sang pour s'être pris une bouteille de bière lancée par un casseur. J'ai eu l'impression que les gens qui m'ont entouré m'ont en fait protégé pendant le moment violent. Mon hypothèse ? C'était des policiers qui avaient des consignes pour laisser faire des dégâts matériels, mais surtout pas de blessés.* »

L'article complet : [Policiers casseurs ? Une vidéo fait débat sur le net](#)

II/ MOBILISATION DES SALARIES : LE GOUVERNEMENT PERD SON SANG FROID

[Communiqué de la CGT](#) - Vendredi 22 octobre 2010

Bousculés par la mobilisation massive des salariés contre leur réforme des retraites, le Président de la République et le Gouvernement se murent dans une posture de déni et dérivent vers **une politique de répression et de violences policières.**

Ce matin, le Préfet de Seine et Marne a ordonné **la réquisition des 169 salariés en grève à la raffinerie de Grandpuil.** La CGT condamne cet acte juridiquement illégal et politiquement insensé. L'ordonnance détourne le contenu de la loi du 18 mars 2003 sur la sécurité intérieure, fortement encadrée par des décisions du Conseil constitutionnel et du Conseil d'Etat. L'arrêt de la production dans cette raffinerie ne porte en aucun cas atteinte à la sécurité ni à la santé publique. Il s'agit d'un interdit pur et simple du droit de grève garanti par la Constitution, en l'occurrence exercé au sein d'une entreprise privée dans un cadre démocratique et pacifique. La Confédération se joint à l'action juridique demandant l'invalidation de cette réquisition.

Dans de nombreuses villes, **les forces de l'ordre ont reçu la consigne de brutaliser les manifestants.** Le Gouvernement tente d'opérer un amalgame intolérable entre les manifestations et quelques actes de violence intervenus dans certaines villes.

Des militants sont poursuivis, arrêtés, placés en garde à vue, simplement pour avoir collé des affiches comme à Roanne ! Les CRS chargent des queues de manifestations, sans aucune raison, comme à Lorient.

La CGT appelle les salariés, les grévistes à la vigilance du fait de la présence de provocateurs dans les initiatives syndicales. Ils incitent à des actes violents susceptibles en retour d'alimenter la répression policière et le discrédit de la lutte.

La CGT dénonce également le « camouflage » sous des autocollants syndicaux, dont ceux de la CGT, de

policiers dans les manifestations et rassemblements.

Le Président de la République et le Gouvernement sont confrontés à une mobilisation unitaire solide, déterminée et toujours soutenue par 69% de la population, selon une enquête d'opinion publiée ce matin. Ce serait une nouvelle erreur de leur part de croire que le débat puisse être détourné vers le thème de la sécurité alors que l'origine des tensions actuelles se trouve dans les injustices de la politique économique et sociale.

La CGT ne laissera pas dévoyer les revendications au coeur de la mobilisation actuelle.

Montreuil, le 22 octobre 2010

Source : [CGT - Mobilisation des salariés -Le Gouvernement perd son sang froid](#)

III/ LYON DES PROVOCATEURS POLICIERS PORTEURS DE BADGES SYNDICAUX

Dans l'affrontement capital/travail qui se durcit l'Etat est près à aller très loin pour maintenir la suprématie des forces dominantes comme le montre ce mail reçu d'un camarade lyonnais du **Syndicat National des Travailleurs de la Recherche Scientifique de la CGT** sur les provocations / répressions, un témoignage fiable transmis par l'union syndicale santé CGT 69 illustre le communiqué de la CGT publié le vendredi 22 octobre (<http://www.cgt.fr/spip.php?article37855>) :

« Je voulais vous signaler un incident qui nous a été rapporté par notre secrétaire de syndicat.

Il était sur la place Bellecour avant le début de la manif du 19 octobre avec ses collègues pompiers et des groupes de jeunes, quand ils ont assisté à une agression verbale et physique de la part d'individus, qui portaient des badges CGT, vis à vis d'un groupe de jeunes.

Les pompiers se sont interposés et ont réussi à ceinturer les agresseurs (ce sont des pompiers et ils sont costauds !). Tant et si bien qu'ils ont eu la surprise de voir ces individus sortir leur carte de police pour se défendre car c'était des flics de la BAC ! »

IV/ LYON : LA RAFLE DE BELLECOUR, Jeudi 21 octobre 2010

Les témoignages sur les violences policières se multiplient, mais ce qui s'est passé place Bellecour à Lyon le 21 octobre ne dépasse pas seulement les bornes, cela dépasse aussi l'imagination.

Des jeunes Lyonnais ont été raflés, parqués tout un après-midi place Bellecour hermétiquement bouclée, ils ont été battus, gazés, inondés, humiliés. Certes, l'alcoolémie et le syndrome parano-Tarnacien peuvent faire perdre son sang-froid à plus d'un, encore plus à un CRS, mais là, il y avait des ordres, une action d'envergure délibérée.

Voici un extrait du témoignage de 5 étudiants en droit de Lyon qui se sont fait parquer place Bellecour, des photos, pratiquement toutes prises par l'un d'eux, une vidéo et des liens vers des informations concordantes.

Ce qui c'est passé place Bellecour à Lyon, le 21 octobre 2010, ne peut pas être la simple décision d'un préfet. Le gouvernement est aux abois, et comme tout monstre à l'agonie, il peut être très dangereux. Ces gens qui nous gouvernent sont des malades, sans grande culture et pas très intelligents, mais ils ont un réflexe de survie et un pouvoir de malveillance aigus. Le gouvernement a donc choisi que la grande leçon soit donnée à Lyon, place Bellecour le 21 octobre 2010. Alors, apprenons cette leçon, découvrons ce gouvernement dit d'ouverture qui enferme les jeunes tout un après-midi, pour les gazer, les matraquer, les affoler.

[...]



« Tout commence en début d'après-midi, nous savons qu'un rassemblement pacifique est organisé place Antonin Poncet par l'UNL et la CGT (dans son petit break blanc). En tant que citoyens et concernés par l'amalgame jeune = casseur il nous semble important d'aller manifester dans le calme avec les jeunes et les syndicalistes.

Le dispositif policier déployé est impressionnant et dès la rue Victor Hugo on assiste à des barrages filtrants. Les CRS nous laissent passer sans aucun contrôle à notre grand étonnement. Nous sommes donc sur la place Bellecour.

Un grand nombre de personnes tentent d'accéder à la place Antonin Poncet, nous avons le cortège en visu. Cependant, le GIPN est présent et lourdement armé. Une ligne de CRS bloque de tous les côtés l'accès à la place d'où doit débiter la manifestation. Nous pensons qu'il s'agit juste d'une mesure temporaire.

Nous tentons de regagner la place en passant par la rue de la Barre. C'est alors que nous découvrons deux blindés anti-émeutes armés de canon à eau placés respectivement à l'entrée de la rue du Président Édouard Herriot et à la rue Gasparin. Ça commence à chauffer là où les CRS bloquent l'accès à la manifestation : premiers tirs de gaz lacrymo sur les personnes agglomérées dans la place Antonin Poncet et celles de l'autre côté de la ligne de

démarcation.

Nous demandons alors aux CRS disposés en ligne rue de la Barre si nous pouvons sortir de cette place. « On ne veut pas se prendre des cailloux, ni des gaz nous voulons juste manifester pacifiquement de l'autre côté de la rue » . Réponse sèche nous disant que de toute façon le secteur est bouclé et que les ordres sont clairs. Personne ne sort. On nous dit alors d'aller nous mettre au fond de la place (côté Saône) pour éviter les gaz et que « peut-être » là bas nous pourrions sortir.

La situation est inédite, nous faisons le tour de la place, toutes les rues adjacentes sont bloquées, à chaque barrage où nous demandons de sortir on nous répond toujours que c'est impossible. Et pourtant nous voyons des personnes qui arrivent à passer sans problème les barrages de CRS. Les personnes de plus de 25-30 ans sortent sans problème de cette place. Il est clair que le mot d'ordre est de laisser entrer les « jeunes » dans la place et de ne pas les laisser sortir pour une durée indéterminée.

Nos inquiétudes sont confirmées par un CRS qui nous dit que de toute façon « vous les jeunes vous ne sortirez pas avant 20h et même 21h si cela est nécessaire ».

Cela fait déjà 1h30 que nous attendons. Pas de mouvement, on croirait que le temps s'est arrêté. Il semble que le commandement central soit muet, les CRS au milieu de la place en petit groupe sont plus que détendus, enlèvent leurs casques, fument et parlent même avec les jeunes. L'hélicoptère de la gendarmerie ne cesse de tourner au-dessus de nous, équipé d'une caméra il passe et repasse au dessus des jeunes. Le climat est presque détendu. Mais il ne le restera pas longtemps : des groupes de CRS font des rondes, passent et traversent la place Bellecour pour « réveiller » les jeunes, peut-être trop calmes ? Deux policiers de la BAC tournent sur une moto depuis une bonne demi-heure dans la place.

Nous attendons, encore, toujours. C'est au bout de 3 heures que le harcèlement policier commence à porter ses fruits. Les jeunes au début très dispersés et calmes commencent à se rassembler et demandent à sortir.

Les jeunes sont pris dans un mouvement de foule, la police toujours en bloquant les sorties de la place, tire des grenades lacrymogènes sur le groupe nouvellement formé.

Des jeunes après s'être fait gazer se font matraquer. Il est impossible de sortir.

Les forces de l'ordre délivrent alors un message hallucinant depuis les fourgons blindés anti-émeutes : « Attention. Si vous ne vous dispersez par maintenant, nous allons devoir faire usage de la force ». Mais comment vont se disperser les jeunes alors que tout est bloqué ?

Au même moment, nous étions bloqués à un barrage en tentant de sortir pour la « 10e » fois. Les forces de l'ordre donnent l'assaut et balance la sauce sur des jeunes non armés, totalement encerclés et sans aucune protection : Canon à eau, gaz lacrymo sous toutes ses formes, matraquages, fumigènes, bangs, ...

Après cet assaut insensé il nous est ordonné de nous présenter à une sortie (enfin ouverte !) direction quai de Saône. L'humiliation continue : Contrôle d'identité avec des agents recensant toutes les infos sur chaque personne présente, fouilles corporelles et photographies. De plus la presse est là pour filmer la prise du jour. Tutoiement et petites blagues racistes de rigueur. On fait passer tous les « beurres » chez le photographe des RG. Ceux qui n'ont pas de pièce d'identité seront systématiquement mis en garde à vue et « stockés » dans les cars que nous voyons au loin sur le pont Bonaparte. »

L'article complet : [La Rafle de Bellecour - Lyon, 21 octobre 2010](#)

